

Le spectre de la récession plane sur le Nouveau-Brunswick

Une éventuelle récession pourrait être difficile pour de nombreux Néo-Brunswickois et les entreprises de la province, mais grâce aux importants surplus budgétaires réalisés au cours des derniers exercices financiers, Fredericton pourrait être dans une bonne posture afin d'en réduire les impacts.



Justin Dupuis

justin.dupuis@acadienouvelle.com

La Banque du Canada a encore une fois augmenté son taux directeur de 0,5 point de pourcentage, mercredi, faisant ainsi passer les taux d'intérêt à 3,75%.

Il s'agit de la sixième augmentation à survenir depuis mars, une mesure visant à freiner l'inflation à l'échelle nationale.

En entrevue à RDI mercredi, Tiff Macklem, le gouverneur de la Banque du Canada, a dit reconnaître que ces augmentations risquent de faire mal au portefeuille des Canadiens. Les souffrances seraient toutefois bien pires sans mesures visant à contrer les pressions inflationnistes.

L'augmentation des taux d'intérêt par la banque centrale laisse plus que jamais planer le spectre d'une récession économique au cours des prochains mois.

Une analyse économique publiée le 17 octobre par Desjardins prédit en effet que de nombreuses provinces canadiennes sentiront les effets de la lutte à l'inflation.

«Aucune ne sera à l'abri des effets de la hausse vertigineuse des taux d'intérêt, de l'inflation élevée, de la correction rapide du marché de l'habitation et d'une détérioration de l'expansion mondiale au cours des deux prochaines années.»

Les économistes de l'institution financière prédisent que plusieurs provinces plongeront aussi en récession.

D'après leurs projections, le PIB du Nouveau-Brunswick reculera de 0,1% en 2023, notamment à cause d'un ralentissement de l'immigration interprovinciale, ce qui pourrait provoquer une chute brutale de l'investissement résidentiel et de la croissance économique dans la province.

Même si la valeur des produits pétroliers et de pâtes et papiers pourrait quelque peu reculer au cours des deux prochaines années, Desjardins estime que la valeur de ces matières premières devrait rester assez élevée, ce qui pourrait donner un coup de pouce à l'économie du Nouveau-Brunswick.

D'après Pierre-Marcel Desjardins, professeur d'économie à l'École des hautes études publiques de l'Université de Moncton, il faudra attendre de voir dans quelle mesure les



La COVID-19 a causé de grands torts à l'industrie des services, notamment dans les restaurants. Une récession risquerait d'avoir aussi un impact négatif. - Archives

projections de l'institution financière vont s'avérer justes. Il est toutefois d'accord pour dire qu'il paraît de plus en plus probable que l'on se dirige vers une récession.

Puisque plusieurs entreprises du Nouveau-Brunswick sont exportatrices, leur performance dépendra beaucoup de l'activité économique à l'extérieur de la province.

«Là où on peut déjà prédire des impacts, c'est dans l'industrie des produits de la mer, comme le homard ou le crabe des neiges, qui a déjà connu une année difficile. Si on est en récession, il est fort probable que la demande pour ces produits va encore diminuer et maintenir une pression à la baisse sur les prix», analyse le professeur. ■

Turbulences pour l'industrie du service

Chose certaine, l'industrie des services pourrait en prendre pour son rhume si une récession se confirme.

Les Néo-Brunswickois devront consacrer une plus grande partie de leurs revenus à leur hypothèque, leurs prêts personnels et les dépenses essentielles, comme l'épicerie, à cause de l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt. Il en restera donc peu à dépenser ailleurs.

«C'est inquiétant, habituellement, les gens dépensent plus d'argent à l'approche de Noël, mais avec les taux d'intérêt qui viennent encore une fois d'augmenter, ça veut dire que les emprunts sont plus coûteux. Si on ajoute ça à l'inflation, je crois que ça pourrait vouloir dire qu'il y a moins d'argent qui circule dans l'économie», craint John Wishart, directeur général de la Chambre de commerce pour le Grand Moncton.

Si la situation n'a rien pour rassurer les restaurateurs, les tenanciers de bar et les commerçants, il espère que les difficultés économiques annoncées seront de courte durée, un mal nécessaire pour éviter des problèmes à plus long terme.

«On comprend pourquoi la Banque du Canada procède ainsi, il faut ralentir la consommation pour atténuer l'inflation, mais après avoir

connu des temps difficiles pendant deux ans et demi, c'est la dernière chose dont ont besoin les restaurateurs et les tenanciers de bars», dit M. Wishart.

D'après la caisse Desjardins, les bonnes finances de la province, la seule ayant maintenu l'équilibre budgétaire pendant la pandémie, pourraient toutefois permettre à Fredericton de contrer les effets d'un repli économique.

Sachant que le gouvernement Higgs n'a pas voulu délier les cordons de la bourse pendant la crise sanitaire, doit-on s'attendre à ce qu'il le fasse en cas de récession?

«Je n'en suis pas convaincu, mais il a la capacité de le faire, analyse Pierre-Marcel Desjardins. Grâce aux surplus que le gouvernement a engrangés, la province aura la capacité d'intervenir et d'aider les entreprises et les individus en cas de récession.»

Il n'est d'ailleurs pas certain que la baisse d'impôts annoncée lors du discours du trône de cette semaine soit suffisante afin d'offrir du répit aux ménages lors d'une éventuelle récession, ajoute l'économiste.

«Ça pourrait aider, mais ça dépend qui sera ciblé, dit-il. Souvent, les personnes les plus démunies ne sont pas nécessairement celles qui payent le plus d'impôts. Cette mesure pourrait ne pas avoir beaucoup d'impact pour plusieurs.» - JD